fut aussi "vraiment nationale", prenait soin de spécifier immédiatement : "dans le bon sens du mot". C'est donc qu'il y a un sens qui n'est pas bon et dont il faut se défier. Et si l'égoïsme national peut ainsi fausser jusqu'à la religion, combien plus facilement ne peut-il pas fausser la politique et la conduite d'un peuple ou d'un parti nationalistes ?

* * *

Écoutons encore sur ce même sujet des doctrines morales qui sont à la base de ces théories politiques des races et des nationalités, un théologien d'une grande et sûre érudition, qui a l'avantage d'avoir étudié ces questions sur place, là où leur théorie et leur pratique ont originé, en Allemagne. Ce théologien c'est le R. P. Weiss, dominicain autrichien, l'auteur d'une apologie très remarquée du Christianisme.

Voici ce qu'il écrit ("Apologie", VIII, p. 322) traitant des "rapports entre la nation, l'Etat et l'humanité :

"De par la nature, l'Etat a donc une place intermédiaire entre l'humanité et l'internationalité. Il doit également laisser la liberté aux individus et leur prêter son assistance, afin que comme hommes, ils soient en état de faire valoir leurs droits et de remplir leurs devoirs, de même qu'il doit, d'un autre côté, ne pas approcher trop près de la nationalité. Nous regrettons très vivement cette dégénérescence du sentiment national légitime, parce que nous découvrons en elle, une triple chose qu'il faut rejeter: le renouvellement de l'ancienne théorie païenne, barbare, impitoyable, orgueilleuse, égoïste ; la parenté avec la théorie brutale et matérialiste des races; enfin le penchant indéniable à la révolution contre l'ordre politique, juridique et historique existant... Le principe de nationalité est la rechute dans cette forme la plus grossière de l'existence, une tentative de faire retourner l'humanité à l'état de horde ou de bande, en la chassant de l'ordre juridique existant et établi d'après des fins morales."

Le R. P. Weiss ne nie pas les devoirs de l'Etat envers la nationalité. Il les affirme au contraire fortement, comme tout homme qui a le souci du bien de la nation et du maintien de la justice qui en est la première condition, mais "la nationalité n'est pas ce qui forme l'Etat. Ce qui le forme c'est l'ordre du droit et de la sécurité."

Le même auteur signale comme découlant de l'affaiblissement du christianisme et lui étant opposé "le principe anti-social de nationalité et d'individualisme", et il observe que "partout nous trouvons que l'éruption des grandes luttes contre l'Eglise est intimement liée à l'apparition du principe de nationalité."

Le résultat de cet égoïsme national grandissant c'est que "chaque nation, chaque communauté d'Etat a ses intérêts particuliers qu'elle veut exécuter non en commun avec les autres, pas même seulement pour elle,

mais dans une guerre ouverte ou secrète contre tous... Il est vrai que nous n'employons plus le mot "barbares" pour ceux qui respirent l'air du ciel au-delà de nos frontières; mais parmi nous, hommes civilisés, les mots "races" et "nations" sont presque équivalents. Il serait cependant difficile de dire en quoi notre principe de nationalité se distingue de la théorie barbare des anciens."

* * *

Que résulte-t-il de ces considérations et du témoignage de ces autorités doctrinales? Est-ce que toute réclamation en faveur des aspirations d'une nationalité doit être évitée? En aucune façon. Quand le Pape a parlé des justes aspirations des peuples, bien qu'il n'ait pas mentionné les aspirations des nationalités et que par peuples il ait dû signifier uniquement les nations constituées en Etats, il n'a pas condamné les efforts légitimes, justes, d'une famille ethnique pour l'amélioration de son sort. Seulement il faut éviter de baser ces réclamations sur d'autres fondements que la justice, sur des fondements qui seraient la négation du droit établi et accepté, comme l'égoïsme national, comme la principe des nationalités, comme serait le droit réclamé par un groupe ethnique particulier de séparer son action de l'ensemble du pays, ou même de l'opposer à cet ensemble, sous le prétexte qu'il forme une race distincte.

Il faut se rappeler que ce n'est pas la nationalité qui forme l'Etat. Comme le dit le P. Taparelli, "les intérêts nationaux doivent être adaptés aux droits et non les droits aux intérêts nationaux... Il y a un droit qui parle et qui commande; ce droit reconnu par les peuples les unit quelquefois entre eux quoiqu'ils diffèrent de race de langue, d'institutions, de caractère; c'est le droit qui prépare la nationalité et non la nationalité qui produit le droit."

On peut défendre les droits de sa race sans verser dans les théories nationalistes et sans adopter par exemple, la tactique désastreuse de M. Bourassa. Avant Papineau et Bourassa, et à part eux et leurs disciples, il y a eu des évêques et des hommes politiques qui ont défendu et sauvegardé les intérêts des Canadiens-Français, sans se répandre en injures révolutionnaires, sans entrer en guerre contre le gouvernement du Canada, contre le lien colonial et contre l'Angleterre.

Tous les Canadiens-Français sont bien d'avis qu'il leur faut conserver leur religion, leur langue, leurs écoles, leurs lois, et ces revendications légitimes, justes, ne sont le propre d'aucun parti, d'aucune école. Elles sont les revendications de tout le monde.

Seulement et malheureusement tous les Canadiens-Français ne sont pas du même avis sur les moyens à prendre pour défendre nos droits et soutenir nos revendications. Les uns sont pour la méthode tenace, mais prudente, mais conciliante; les autres sont pour